

Édito

Identités et conflits en Méditerranée : un jeu de miroirs au détriment des femmes ?

Séverine Rey, Hélène Martin et Elisabeth Bäschlin

Ce numéro de *Nouvelles Questions Féministes* présente des articles qui réfléchissent sur des mouvements et des actions féministes dans la région de la Méditerranée. Mais cet espace, entendu comme réunissant les pays riverains d'Europe, d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, présente-t-il des caractéristiques communes justifiant de s'y arrêter et de s'y restreindre, notamment en ce qui concerne la situation des femmes et des revendications féministes? Peut-on parler d'une quelconque unité à son propos et à quel niveau (géographique, culturel, économique, politique...)? Les sociétés de la Méditerranée sont, en effet, tantôt envisagées sous l'angle de leurs ressemblances, tantôt c'est ce qui les différencie les unes par rapport aux autres qui est mis en avant, les différences invoquées prenant même parfois des airs d'antagonismes. Avant de préciser certains thèmes traités dans ce numéro, explorons quelques-uns de ces arguments.

L'unité de la Méditerranée ?

Les logiques et traits socioculturels et historiques associant les sociétés de la région méditerranéenne ne sont pas des évidences : ce sont des constructions sociales ou scientifiques, qui ne comptent évidemment jamais pour l'ensemble de la région, à laquelle ils ne sont d'ailleurs parfois même pas spécifiques.

Dans une perspective géographique, l'entité que forment les pays du pourtour méditerranéen est un élément souvent souligné. En effet, ces pays sont régis par le même climat et donc soumis à des conditions naturelles semblables : étés chauds et secs, hivers doux et humides. En termes de ressources naturelles, on passe de maigres pâturages de chèvres et de moutons sur des sols calcaires à des cultures maraîchères et des jardins à

végétation luxuriante grâce à l'irrigation des sols. Tout cela se traduit, dans le concret, par une cuisine désormais labellisée « méditerranéenne », avec des plats sur la base de mêmes produits – tomates, olives, aubergines et courgettes, vigne, fromage de chèvres et viande de mouton. Les manières très similaires dont ces différentes sociétés ont aménagé la nature plaident dans le sens d'une unité de la région.

Du côté de l'histoire, un trait souvent mentionné est que les trois monothéismes, ou religions abrahamiques, sont nés et se sont répandus d'abord autour de la Méditerranée. Cette spécificité historique se prolonge à travers différentes institutions religieuses qui y sont associées, comme le culte des saints, les jeûnes, etc. Par ailleurs, conquêtes réciproques et migrations des peuples méditerranéens (empire romain, conquêtes arabes de l'époque médiévale, guerres saintes, colonisations occidentales, migrations contemporaines) se sont suivies et ont entraîné la constitution de divers groupes et hiérarchies sociales. Pour tous les pouvoirs et empires (phénicien, grec, romain, byzantin, ottoman et arabe jusqu'aux pays colonisateurs comme la France ou l'Italie), la Méditerranée, le *mare nostrum*, a été au centre d'échanges d'ampleur, de durée et de nature diverses et a représenté un moyen de circulation et de communication. Les différents territoires et pays de la région méditerranéenne ont ainsi développé de multiples liens culturels et politiques, à divers moments de leur histoire.

Sur le plan des rapports sociaux de sexe, les sciences sociales ont eu recours à différentes notions pour associer et comparer diverses pratiques et normes. Parmi elles, les notions d'« honneur » et de « honte » viennent immédiatement à l'esprit : codes de conduites, affects, boussoles morales, caractéristiques sociales genrées, l'honneur et la honte traversent, avec une intensité variable et des nuances importantes, différents groupes sociaux méditerranéens. Ces notions, qui ont été tant utilisées que mises en perspective critique, sont souvent comprises comme le pilier de la structuration des rapports de sexe, de la prédominance des hommes sur les femmes et du renvoi de celles-ci à la protection des hommes :

« [A]utour de la Méditerranée, l'honneur d'un groupe familial dépend d'un état d'équilibre entre, d'un côté, la pureté généalogique du sang et, de l'autre, la considération du nom. À l'intérieur du groupe, tout est mis en œuvre pour assurer cet équilibre; chacun des sexes prend soin que l'autre agisse dans le plus grand respect des traditions: les hommes veillent au respect de la modestie sexuelle des femmes afin que la pureté de leur généalogie ne soit pas altérée, et les femmes incitent les hommes à ne pas laisser détériorer leur renommée. La perte de l'honneur engendre la honte [...]; le groupe peut ainsi être contraint de rétablir, à plus ou moins brève échéance – par la force ou par la ruse – l'équilibre perdu » (di Bella, 1992 : 341).

Cette logique s'actualise à travers différentes mises en œuvre de la domination masculine : par exemple les viols dans des contextes de guerre ou d'invasion, réalisés dans le but d'annihiler et de souiller l'Autre en raison

de l'idéologie de transmission de l'identité par le sperme (Nahoum-Grappe, 1997), mais aussi le contrôle de «ses» femmes par la violence – en Espagne en 2001, selon Françoise Héritier (2002), la violence domestique tue plus que le «terrorisme» de l'ETA – et bien sûr toutes les autres manifestations sexistes telles que l'exclusion de fait et/ou de droit des femmes de différentes sphères sociales.

Le patriarcat a également été étudié sous un angle comparatif, en particulier par Fatima Mernissi (2001) qui montre comment ses expressions orientales musulmanes et occidentales chrétiennes sont à la fois très proches et différentes. Dans sa version orientale, le patriarcat reposerait sur la distribution de l'espace alors que, dans sa version occidentale, il procéderait plutôt par la réduction des femmes à leur corps à travers la manipulation de l'image et du temps. Ces deux stratégies parviennent avec un égal succès à «donner aux femmes un profond sentiment de gêne, d'incertitude, de honte» (Mernissi, 2001 : 208).

Si les caractéristiques évoquées ci-dessus sont indiscutablement prégnantes dans les sociétés du bassin méditerranéen, elles ne le spécifient cependant pas. Honneur et honte sont bien présents dans cette région, mais elles ne s'y réduisent pas, puisqu'on les retrouve, sous des formes et dans des expressions multiples, dans des contextes culturels très éloignés, par exemple les valeurs liées à l'institution de la «maison des hommes» (Godelier, 1982) de plusieurs sociétés océaniques ou celles sous-jacentes aux «crimes d'honneur», au Pakistan notamment. Il en va de même, bien sûr, pour le patriarcat et la violence contre les femmes, très répandus dans le monde.

Des différences constitutives d'identité

Le projet comparatiste qui se trouve derrière les recherches portant sur ce qui pourrait être une «aire culturelle» a souvent mis en évidence des ressemblances, mais il ne doit pas masquer les différences entre les sociétés du pourtour de la Méditerranée : ainsi redéfini, le «comparatisme, qui met à distance raisonnable l'impératif de l'homogénéité pour insister sur l'idée d'asymétrie et de tension, permet d'assumer les diversités et les contrastes» (Albera et Tozy, 2005 : 19). Une telle perspective peut ainsi prendre pour objet de pensée les discours idéologiques qui circulent à l'intérieur de ces sociétés et qui jouent tout à la fois la carte du culturalisme et celle de la comparaison et de la hiérarchisation.

Des différences entre sociétés méditerranéennes sont en effet sans cesse convoquées, le thème des rapports de sexe étant particulièrement investi à cet égard. En effet, les discours ordinaires et les médias produisent ici et là l'idée de différences fondamentales fortement hiérarchisées entre sociétés de cette région : dans des contextes à idéologie généralement égalitaire, des images stéréotypées de «la femme de l'Autre», comme le voile, le mariage

forcé, la pornographie, la femme-objet, etc. circulent et font office de « preuves » de la mauvaise condition que les femmes subiraient ailleurs (contrairement à chez soi). Or, c'est peut-être justement dans ce procédé de construction de soi et de l'Autre par distinction et hiérarchisation réciproque qu'il faut voir un lien particulier entre les sociétés de la Méditerranée. Comme l'expriment Christian Bromberger et Jean-Yves Durand (2001 : 743) :

«La confrontation avec l'autre qui coexiste dans le même espace, parcourt, colonise, exploite ou marque de sa présence les territoires est une constante dans cette partie du monde. Chacun [...] se définit ici, encore plus peut-être qu'ailleurs, dans un jeu de miroirs (de coutumes, de comportements, de convictions) avec son voisin. Et cet autre proche a, en Méditerranée, un statut bien particulier. Il partage les mêmes origines religieuses (la tradition abrahamique) et se définit, sur cette toile de fond commune, par un ensemble de distinctions dont le sens ne s'éclaire, sinon ne s'épuise, que dans un jeu de différences avec son «germain». [...] Ce sont ces oppositions réciproques entre autres, ni trop proches ni trop lointaines, qui définissent, en grande partie, la spécificité de l'espace méditerranéen.»

Nous soupçonnions que ce processus de distinction, qui se constate dans différentes pratiques par lesquelles des groupes vivant dans la région de la Méditerranée s'identifient entre eux (interdits alimentaires par exemple), s'exprimerait aussi dans les revendications féministes. C'est pourquoi nous avons décidé de faire un numéro consacré aux féminismes autour de la Méditerranée. Mais le mot «féminisme» lui-même porte à polémique et est l'enjeu de distinctions sociales, lesquelles font nécessairement référence à d'autres critères d'appartenance que celui de sexe, notamment culturels (culturalistes parfois), racistes, classistes, néocolonialistes. Dans son dernier essai, Sophie Bessis (2007) relève que les féministes arabes sont l'objet d'un fort rejet parce que leur lutte est associée aux valeurs pensées comme occidentales, comme le montre entre autres Nouria Ouali dans ce numéro. Cette déconsidération du féminisme se fait cependant au nom d'une modernité concurrente, et non d'un retour au passé. Elle s'inscrit de plus dans des enjeux de classes, le féminisme de type occidental laïque étant généralement associé aux classes les plus aisées de la population : «Le plus souvent, les féministes se réclamant explicitement de la laïcité sont présentées dans les discours de leurs adversaires comme de nuisibles propagatrices de l'antimodèle. Assimilées à une trahison à l'identité, leur hostilité à la prééminence du religieux les fait considérer comme la cinquième colonne de l'Occident honni» (Bessis, 2007 : 134). Malgré cela, une multiplicité de mouvements de défense des droits des femmes se déploie :

«[E]ntre les féministes et les fondamentalistes pures et dures, on a vu naître, ces dernières années, toute une gamme de mouvements féminins. Des conservatrices défendant l'essentiel des prescriptions religieuses tout en reconnaissant la nécessité de les dépoussiérer, jusqu'aux (féministes islamiques), ce large éventail des positions montre que les femmes sont partie prenante du débat» (Bessis, 2007 : 126-127).

C'est peut-être en raison de ces constructions distinctives réciproques, y compris dans le domaine particulier des revendications des femmes, que les textes que nous avons reçus sur le sujet *des féminismes en région méditerranéenne*, pour une revue qui elle-même se nomme *Nouvelles Questions Féministes*, partent de postures qui ont un «air de famille». Non pas une famille élargie: les articles que nous proposons se réclament, d'une manière ou d'une autre, du féminisme; nous n'accueillons (malheureusement?) aucun texte s'inscrivant dans un mouvement de revendications des droits des femmes rejetant ce vocable (notamment des postures religieuses évoquées ci-dessus). Mais les articles de ce numéro nous donnent en revanche à voir différents types de mouvements de libération des femmes, pris dans des logiques chaque fois particulières. Et ils nous permettent de mettre en œuvre le projet comparatiste présenté plus haut, à partir d'une interrogation sur la place des femmes dans les situations de conflits qui traversent tous ces textes.

Femmes et conflits

À la lecture des articles, il est frappant de constater qu'au-delà de toute particularité propre à la Méditerranée ou loin d'être spécifique à cette partie du monde, il est un aspect qui marque profondément les populations et, partant, les rapports sociaux de sexe: les conflits, déclarés ou larvés. Ceux-ci sont de différents types: extérieurs (avec un «ennemi» externe) ou intérieurs («ennemi» interne). Aujourd'hui, les régions qui sont sujettes à conflits plus ou moins longs et graves sont Israël-Palestine, Chypre et, d'une certaine manière, le Liban. Comment ces situations marquent-elles les rapports entre les sexes? Clairement, on se trouve toujours devant une imbrication de différents systèmes de domination. Les femmes peuvent-elles se battre pour elles-mêmes et leur émancipation, alors qu'il s'agit de participer à des luttes de libération nationale et de valoriser une identité nationale? Quelle hiérarchie établissent-elles, le cas échéant, entre ces différents combats? Leur laisse-t-on, par ailleurs, la possibilité de faire un tel choix ou se trouvent-elles contraintes de sacrifier leurs velléités de se libérer en tant que femmes? Le groupe féminin est-il instrumentalisé? De telles interrogations traversent les articles ici réunis et y trouvent des réponses diversifiées.

Quand il s'agit de combattre un pays colonisateur, l'accent semble être mis sur l'unité de la région en lutte, unité nécessaire pour agir efficacement contre cet ennemi extérieur. C'est, par exemple, le cas de l'Algérie, comme le montre de manière novatrice l'article de Feriel Lalami: si la participation des femmes à la lutte nationale est généralement reconnue, voire mise en avant, en revanche le silence est total sur le fait que, ce faisant, elles ont accepté, bon gré mal gré, de ne pas remettre en cause leur propre statut. De plus, Feriel Lalami montre comment le statut des femmes en Algérie a constitué un enjeu tant pour le régime colonial français (affirmation de sa supériorité et assise de sa domination) que pour la société algérienne qui

fait de ce statut des femmes un socle identitaire. Sur ce point, on retrouve un mécanisme déjà démontré par ailleurs, en particulier par Laura Nader (2006 [1989]) : les femmes sont l'objet des discours respectifs des « civilisations », elles servent de moyen pour représenter l'Autre dans ses travers et ses défauts – dites-nous comment vous traitez vos femmes et nous vous dirons à quelle étape de la modernité vous êtes ; voyez comment vous traitez vos femmes et vous comprendrez dans quel état de délabrement vous êtes. Dans tout cela, les femmes sont instrumentalisées, chargées de représenter les spécificités nationales, ainsi que de transmettre (et de suivre) les traditions et l'identité. On trouvera par ailleurs d'autres éléments sur le statut des femmes algériennes après l'indépendance du pays dans le compte rendu qu'Ana Soler fait du roman de Maïssa Bey, *Bleu blanc vert*.

Luttes et conflits sont donc dirigés contre un Autre, « extérieur ». Mais ils sont également la marque des rapports sociaux, de sexe en particulier, et des discours sur l'organisation sociale elle-même. Ainsi, opposer l'image des femmes d'ailleurs à celle des femmes de chez soi n'est pas seulement un discours dirigé vers l'extérieur, mais aussi vers l'intérieur, comme moyen de convaincre « ses » femmes que la situation dans laquelle elles vivent est tout à fait favorable : le système d'oppression dans lequel elles se trouvent insérées est ainsi masqué. Ce mécanisme est abordé par Nouria Ouali pour le cas du Maroc : elle analyse les oppositions et les craintes que les plans d'action de 1999 et 2004 pour une amélioration du statut personnel des femmes ont soulevé dans la société marocaine. Selon le Programme pour le développement des Nations Unies, le Maroc accuse un « retard de développement » considérable, en particulier par rapport à l'instruction et le travail des femmes. Une bonne partie de la population est donc convaincue de la nécessité d'améliorer la position de celles-ci. Mais quand, en 1999, le Plan d'action a été présenté, les *Oulémas* et les conservateurs et conservatrices hurlèrent au danger, le percevant comme une attaque des « valeurs culturelles » marocaines à travers l'« occidentalisation » des femmes. Pour ces opposant-e-s au Plan, ce n'était pas seulement le statut des femmes et l'égalité de leurs droits qui étaient en cause, mais la modernisation de la société et, à travers l'émergence de l'individu, la laïcisation, la transformation de l'ordre familial et social dans son ensemble. On voit là l'entrecroisement des enjeux : la mise en œuvre de mesures visant à l'égalité entre les sexes s'inscrit dans un débat idéologique où il s'agit aussi, ou pour certain-e-s d'abord, de préserver une forme d'identité culturelle souvent considérée comme favorable à la société en général.

Mais dans d'autres contextes, ce sont justement les traditions (par ailleurs réinventées) qui sont incriminées pour expliquer « la » condition des femmes – ce mécanisme procédant lui aussi d'une instrumentalisation, voire d'une exploitation de ces dernières. L'article de Diana Sarkis Fernández, qui s'intéresse au féminisme d'État syrien et à certaines de ses conséquences, illustre bien ce mécanisme. Le féminisme d'État mystifie le passé en véhiculant l'idée de l'enfermement traditionnel des femmes, de sorte à promouvoir leur nécessaire « sortie » dans le monde du travail. Comme si

les femmes n'avaient jamais travaillé. Cette conception méprise la participation massive de celles-ci, notamment dans les zones rurales et dans les classes populaires, à différents types d'activités professionnelles et domestiques. Et Sarkis Fernández démontre, à travers un cas particulier, comment certaines femmes issues de milieux ruraux et/ou pauvres préfèrent le modèle, tout à fait nouveau, de la femme au foyer à la mise au travail (mal) salarié que constitue cette prétendue « libération » des femmes encouragée par l'État. Mais, du point de vue élitair véhiculé par l'État, toute tentative de vivre autrement est interprétée comme contraire à la ligne émancipatoire et, surtout, comme un soi-disant retour à la tradition.

Dans ce dernier exemple, il s'agit de suivre un modèle précis d'émancipation et toute démarche qui sort de cette ligne est taxée de traditionalisme – il n'est pas inutile à ce propos de rappeler les écrits issus du *Black feminism* (Smith, 1983 ; Dorlin, 2008) qui ont parfaitement démontré que les féministes occidentales ont proposé des voies d'émancipation qu'elles pensaient universelles, en mettant en particulier l'accent sur l'accès des femmes au travail salarié, en « oubliant », ce faisant, les dimensions de classe et de race. Ailleurs, comme dans le cas du Maroc, les féministes sont accusées d'être séduites par les « valeurs occidentales », voire d'être des traîtresses à la culture. Entre modèle imposé de l'extérieur et spécificité locale qui ne tient pas compte du système d'oppression des femmes, les actrices sociales n'ont donc pas une marge de manœuvre très large.

Un article présente la double situation de conflit externe/interne : celle de Chypre, au cœur de l'analyse de Fabienne Baidier et Maria Hadjipavlou. Chypre est marquée, historiquement et géographiquement, par la fracture entre communautés grecque et turque, qui masque par ailleurs la composition multiethnique de l'île (minorités maronite, arménienne et latine). Les nationalismes grec et turc, et leurs liens respectifs avec la Grèce et la Turquie, renforcent la vision de l'Autre comme ennemi et misent sur une (fausse) homogénéité interne à chaque communauté. Dans ce cadre, les populations, femmes et hommes confondus, sont poussées à obéir à une double injonction : d'une part, défendre ou valoriser leur caractère respectivement grec ou turc, et non leur identité chypriote ; d'autre part, entretenir stéréotypes et préjugés à propos des autres communautés. Un tel contexte ne laisse pas beaucoup de place à des associations et initiatives féministes, les femmes étant en quelque sorte sommées de suivre l'appréhension, sinon masculine du moins conflictuelle, de la situation, ainsi que d'accepter le système de domination et d'exclusion dans lequel elles vivent. Le fait de prendre l'initiative d'une démarche féministe de rencontres entre communautés est dès lors confronté à de nombreuses difficultés, parmi lesquelles embûches administratives et pressions sociales. Dans cette optique, les associations féministes ressentent une certaine urgence à déconstruire le système de divisions interethniques et à analyser le conflit en termes de genre. Elles misent alors sur une proximité des perspectives politiques féministes et pacifistes. Cette démarche ne concerne pas que Chypre, elle est également au cœur de l'engagement de certaines féministes en Grèce et

en Turquie, comme le montre de son côté Katerina Seraïdari. Son article analyse une association féministe, Winpeace, qui regroupe des militantes grecques, turques et chypriotes, avec pour objectif de favoriser les échanges réguliers entre des femmes de ces trois pays (par le biais de la création de centres d'agrotourisme, d'échanges littéraires et de programmes d'éducation à la paix). Elles cherchent ainsi à créer entre elles une solidarité et une coexistence qui permettraient de lutter contre les discours nationalistes – cela, au risque de véhiculer un discours quelque peu naturalisant associant « femmes » et « paix ».

La Méditerranée, et au-delà ?

Notre objectif, avec ce numéro, était de présenter la variété des féminismes autour d'une région qui, selon les circonstances et les positionnements, paraît suffisamment unie pour permettre la comparaison ou assez significative pour autoriser des discours aux effets déformants et distinctifs, dans des jeux de miroirs que nous avons évoqués. Nous voulions faire parler et entendre les personnes de ces régions elles-mêmes : c'est le cas des articles réunis, mais certains manques doivent être signalés. D'une part, nous l'avons dit, les articles adoptent, *in fine*, des positions relativement proches dans leur conception du féminisme, qui taisent d'autres voix. D'autre part, tous les pays du pourtour méditerranéen ne sont de loin pas présents dans ce numéro : les Balkans, l'Europe occidentale, certains pays du Proche-Orient aussi. L'Égypte, où le féminisme a une longue histoire, a quand même trouvé une petite place par la présentation d'un collectif, le Women and Memory Forum, un organisme de recherche qui travaille dans le cadre des *cultural studies* arabes en adoptant une perspective de genre.

Aire culturelle ou entité due aux hasards géographiques, la Méditerranée est traversée par des rapports de pouvoir, des systèmes de représentations et des mécanismes d'exclusion et d'oppression, toutes choses bien partagées dans le monde. Les deux *Parcours* que nous proposons renvoient, chacun à leur manière, aux thématiques que nous avons présentées ci-dessus et qui traversent le numéro. Le premier parcours concerne la migration et les activités militantes anti-impérialistes d'une femme syrienne, Ayssar Midani. Tissée entre la France et la Syrie, la vie d'Ayssar renvoie plus généralement aux conflits qui ont secoué le Moyen-Orient et l'Occident depuis au moins un demi-siècle, à la place des femmes dans ces régions ainsi qu'aux stéréotypes qui circulent de part et d'autre. Un deuxième parcours nous emmène au-delà de la Méditerranée : il est consacré à Paola Tabet, anthropologue italienne, que seule son origine pourrait relier, un peu artificiellement, à la thématique de ce numéro. Les réflexions que Tabet a menées dans une perspective anthropologique comparatiste et universaliste sont incontournables pour la perspective de genre. Dans l'entretien que nous avons fait avec elle, elle revient sur ses travaux ; ces derniers, menés sur la naturalisation de l'oppression des femmes, que ce soit à

travers la division sexuelle du travail, la reproduction ou les échanges «économico-sexuels», trouvent ici un ancrage au ton personnel, qui met en avant aléas de la vie et importance du réseau amical, militant et intellectuel. ■

Bibliographie

- Albera, Dionigi et Mohamed Tozy (Éds) (2005). *La Méditerranée des anthropologues. Fractures, filiations, contiguïtés*. Paris: Maisonneuve & Larose, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme.
- Bessis, Sophie (2007). *Les Arabes, les femmes, la liberté*. Paris: Albin Michel.
- Bromberger, Christian et Jean-Yves Durand (2001). «Conclusion. Faut-il jeter la Méditerranée avec l'eau du bain?». In Dionigi Albera, Anton Blok et Christian Bromberger (Éds), *L'anthropologie de la Méditerranée/Anthropology of the Mediterranean* (pp. 733-756). Paris: Maisonneuve & Larose, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme.
- Di Bella, Maria Pia (1992). «Honneur». In Pierre Bonte et Michel Izard (Éds), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie* (pp. 341-342). Paris: PUF (2^e édition revue).
- Dorlin, Elsa (Ed.) (2008). *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*. Paris: L'Harmattan.
- Godelier, Maurice (1982). *La production des grands hommes: pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée*. Paris: Fayard.
- Héritier, Françoise (2002). *Masculin/féminin II. Dissoudre la hiérarchie*. Paris: Odile Jacob.
- Mernissi, Fatima (2001). *Le harem et l'Occident*. Paris: Albin Michel.
- Nader, Laura (2006 [1989]). «Orientalisme, occidentalisme et contrôle des femmes». *Nouvelles Questions Féministes*, 25 (1), 12-24.
- Nahoum-Grappe, Véronique (1997). «Guerre et différence des sexes: les viols systématiques (ex-Yougoslavie, 1991-1995)». In Cécile Dauphin et Arlette Farge (dir.), *De la violence et des femmes* (pp. 159-184). Paris: Albin Michel.
- Smith, Barbara (Ed.) (1983). *Home Girls. A Black Feminist Anthology*. New York: Kitchen Table.

Correspondance, manuscrits, ventes et abonnements

Secrétariat de rédaction NQF :
LIEGE (Centre Études Genre)
Université de Lausanne
ISCM – Anthropole – CH-1015 Lausanne
nqf@unil.ch
Tél. +41 21 692 32 24
www.unil.ch/liege/nqf

La revue est éditée par :
Éditions Antipodes
Case postale 100 – CH-1000 Lausanne 7
editions@antipodes.ch
www.antipodes.ch

La revue est diffusée en librairie par :
Éditions Zoé, rue des Moraines 11, 1227 Carouge (pour la Suisse)
CID, boulevard Saint-Michel 131, 75005 Paris (hors de Suisse)

Conception de la maquette :
DO ! L'agence
Pré-de-la-Tour 10 – CH-1009 Pully
www.dolesite.ch

Correction : Évelyne Brun, br.eve@bluewin.ch

Mise en page : Claudine Daulte, cl.daulte@bluewin.ch

Imprimé par La Vallée, Aoste

Commission paritaire: 75366
ISSN 0248-4951
ISBN 978-2-88901-020-2

Ce numéro de *Nouvelles Questions Féministes* est soutenue financièrement par le Centre en Études Genre LIEGE (Laboratoire interuniversitaire en Études Genre) de la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne et par la Plateforme Égalité des chances de la HES-SO.